Italie : la lutte de classes se poursuit sous d'autres formes – Les grèves pourraient rebondir après la Semaine sainte

Fabiana Stefanoni, militante du PdAC (Parti d'Alternative Communiste), que nous avons déjà interviewée récemment (le 19 mars et le 27 mars) nous donne des précisions sur les récentes évolutions de la situation sociale et politique en Italie et la situation de la classe ouvrière et des secteurs les plus opprimés (femmes, migrants) de l'autre côté des Alpes.

Fabiana, peux-tu commencer par nous dire ce qui a changé dans la situation en Italie depuis ta dernière interview ?

La principale nouveauté, ici, c'est qu'une explosion sociale vient de commencer, comme c'était prévisible avec la question du coronavirus, comme effet secondaire du coronavirus et aussi de la crise du capitalisme. Et cette explosion revêt plusieurs formes différentes.

Cela a commencé par des luttes dans les prisons, une rébellion des prisonniers. Il y a eu des prisonniers qui sont sortis dans certaines prisons. Et maintenant nous venons d'avoir des cas d'attaques de supermarchés, particulièrement dans le sud de l'Italie, où il y a le plus de pauvreté. Des pillages. Les gens ont piqué de quoi bouffer. Parce qu'ils n'ont pas d'argent pour ça : les gens ne travaillent pas beaucoup, ils sont confinés chez eux. De plus, dans le sud du pays, il y a beaucoup de gens qui travaillent sans contrat, au black. Mais dans le sud du pays, c'est la seule façon que beaucoup de gens ont à leur portée pour avoir de quoi manger et nourrir leurs enfants. C'est pour cela qu'il y a cette explosion de rébellion dans le sud.

Et dans les boites, dans les usines, on en est où ?

Beaucoup d'usines ont fermé, vu la pression des grèves. Mais déjà, il y a beaucoup de capitalistes qui disent qu'ils veulent rouvrir après la Semaine sainte (5-11 avril). Et parmi eux, il y a des capitalistes très riches, comme celui de Ducati, qui produit des trucs pour les riches ; et d'autres aussi, d'autres usines, comme dans la métallurgie, l'automobile… SEVEL (une *joint-venture* Peugeot Fiat), etc. Ce sont des gens comme ça

qui veulent rouvrir après la Semaine sainte. C'est pourquoi nous prévoyons que de nouvelles grèves vont commencer après la Semaine sainte. En tout cas, nous [le PdAC] nous sommes déjà mis au travail dans cette perspective : aider les ouvriers pour qu'ils puissent appeler à la grève, s'organiser, etc… Le 11 avril, nous aurons une réunion du Front de lutte *No Austerity* par Skype : on va en discuter. Et nous allons proposer aux ouvriers, si leurs patrons, les capitalistes de leur usine veulent ouvrir, d'appeler à la grève. La bureaucratie syndicale est déjà en train de dire que si les patrons garantissent la sécurité au travail, il n'y a pas de problème pour ouvrir les boites. Mais les ouvriers savent bien qu'il n'y a aucune sécurité sur les lieux de travail.

Et du côté du gouvernement, de ses réactions, de ses projets ?

Le gouvernement a fait passer deux décrets en réponse à cette situation marquée par les luttes, la rébellion, etc. Mais ce sont des réponses insuffisantes. Par exemple, ils ont déclaré qu'ils donnaient maintenant la possibilité aux personnes qui n'avaient pas de quoi manger à leur faim, de s'adresser à l'administration de leur municipalité pour demander de l'aide. Le gouvernement apporte une aide financière aux maires (avec de l'argent public). Mais c'est peu de choses, c'est une misère. Cela ne sert pas beaucoup par rapport à l'ampleur de l'urgence créée par le fait que de très, très nombreuses personnes ne peuvent pas manger.

Le gouvernement a aussi décidé d'aider la petite bourgeoisie (artisans, petits commerçants, etc.), mais là aussi, c'est peu de chose : 600€ en une seule fois, pour aider la petite bourgeoisie en crise, qui doit fermer les magasins, etc. C'est une question importante, vu la situation de la petite bourgeoisie ici, qui est très frappée, bien plus frappée que la grande bourgeoisie : la petite bourgeoisie doit fermer ses magasins, ses petites entreprises, etc. Et cela, c'est une question sur laquelle nous devons élaborer correctement : la question de la petite bourgeoisie, de son rôle, la nécessité qui est la nôtre de la gagner du côté du mouvement ouvrier, sans quoi la petite bourgeoisie se tourne vers la bourgeoisie et peut aussi servir de base au populisme, au fascisme, etc.

De plus, comme il y a le problème que beaucoup de gens sont maintenant dans une totale pauvreté, le gouvernement a annoncé qu'au début avril, donc dans les tous prochains jours, il va y avoir un autre décret pour aider ces gens, pour qu'ils puissent avoir quelque chose, une allocation de quelques centaines d'euros. Pour tout le monde. Parce que pour l'instant, en Italie, cela n'existe pas : il n'y a qu'une allocation, d'un niveau très bas et seulement pour peu de gens. Donc ils font cette promesse. Mais il est clair qu'ils ne savent pas où aller chercher l'argent pour cette allocation, parce qu'ils ne veulent pas utiliser de l'argent public pour ça. L'argent public, ils l'utilisent massivement à d'autres fins.

Justement, qu'en est-il de l'aide aux capitalistes en Italie ?

Le gouvernement utilise l'argent public pour aider la grande bourgeoisie. Un point

important : ils disent qu'ils vont donner beaucoup d'argent aux capitalistes qui modifieront leur production pour l'adapter à l'urgence de la situation. Par exemple, un capitaliste qui décide de transformer une partie de la production de son usine (pour produire des choses dont, aujourd'hui, les hôpitaux ont besoin, ou qui sont nécessaires pour protéger la population), peut ouvrir son usine. Mais il peut l'ouvrir… et produire aussi bien d'autres choses, non-nécessaires, pas seulement ce qui relève de l'urgence. Par exemple, il y a beaucoup d'usines qui produisent des voitures, ou des choses non-nécessaires. Donc les patrons disent : « eh bien, nous, nous montrons notre disponibilité, notre bonne volonté »… Ils touchent de l'argent de l'Etat, ils ouvrent leurs usines, et ensuite, ils appellent les ouvriers à aller travailler pour produire, aussi, des choses qui ne sont pas nécessaires, pour le marché. C'est cela qui est permis par la loi. Et aucune proportion n'est exigée. Les capitalistes touchent une subvention qui ne dépend pas de « l'effort » réalisé. C'est une escroquerie.

Et cela, les ouvriers le comprennent bien : ils se disent « pourquoi devons-nous travailler ? Que Ferrari produise des choses pour les hôpitaux, OK. Mais pourquoi devons-nous travailler aussi pour produire des Ferrari ? » Ça, c'est une affaire très contradictoire, ça devrait donner lieu à des conflits. Et de notre côté, nous allons essayer d'impulser des grèves ouvrières sur cette question.

Autre exemple : Giorgio Armani, capitaliste très important dans le secteur de la mode, un homme extrêmement riche. Lui aussi, il dit : « je vais produire des chemises pour les médecins hospitaliers. Et hop ! Il touche de l'argent de l'Etat, alors que c'est l'un des hommes les plus riches du monde. Il reçoit de l'argent public du gouvernement, parce qu'il fait quelque chose « pour le bien public » ! C'est un truc complètement absurde que ce système économique, qui montre son visage barbare. Parce qu'en plus, ces capitalistes, qui vont rouvrir leurs usines pour leur propre profit, ils racontent qu'ils le font pour le bien de la population, pour la santé publique, etc.

Est-ce qu'il y a une, ou des, revendication(s) qui montent dans la société italienne aujourd'hui ?

Il y a la mise en avant la revendication d'un revenu d'urgence, qu'on pourrait aussi appeler « revenu de confinement », pour tous. C'est une revendication très reprise dans les mouvements sociaux, qui font notamment du « *mail bombing* » : il s'agit, le même jour, de bombarder d'e-mails le gouvernement pour demander quelque chose.

Nous, nous disons que tout ça, ce sont des choses importantes, surtout quand cela permet aux gens de s'organiser, etc. Mais que la question la plus importante aujourd'hui, c'est celle des grèves ouvrières. Et de faire en sorte que les grèves ouvrières reprennent aussi, dans leurs revendications, les revendications de ces secteurs qui aujourd'hui, ne peuvent pas faire grève parce que ce sont des gens qui ne sont pas au travail, qui ont déjà été licenciés, etc.

Qu'en est-il des secteurs les plus fragiles, les plus opprimés ?

Je parlerai de deux choses en lien avec les oppressions : celle des femmes, et celle des migrants, très forte ici en Italie.

Les femmes souffrent beaucoup en ce moment, parce qu'elles sont enfermées à domicile. On constate une baisse des dénonciations dans les centres contre les violences faites aux femmes, car celles-ci n'ont même pas la possibilité de téléphoner, vu qu'elles sont à la maison en présence d'hommes qui très souvent qui les surveillent de près, qui sont violents, etc… C'est pour cela que la question de la violence faite aux femmes devient une question d'actualité brûlante, une question d'urgence. Il y a beaucoup de féminicides dans cette période. Et les dénonciations diminuent, non pas parce que les violences diminuent mais parce qu'aujourd'hui les femmes n'ont pas non plus la possibilité de les dénoncer.

La question des migrants est urgente aussi, parce que beaucoup, vraiment beaucoup, de migrants n'ont pas accès à la santé publique, vu qu'ils sont en situation irrégulière. Comme ils n'ont pas un emploi déclaré, ils ne peuvent pas devenir citoyens italiens, et donc ils n'ont pas accès à la santé et n'ont pas la possibilité de se faire soigner dans les hôpitaux, etc. Pour ces gens, c'est une tragédie, parce que s'ils sont contaminés, ils vont mourir sans pouvoir appeler un médecin. Une tragédie !

Ce sont les secteurs les plus durement atteints aujourd'hui. Et clairement, ces questions d'oppressions spécifiques sont des questions que nous allons affronter comme telles. Mais cela renvoie aussi à la nécessité de changer de système. Les femmes victimes de violences, par exemple, devraient avoir le droit à un domicile mis à disposition gratuitement, un droit garanti par l'Etat qui serait la seule solution au problème des violences que les femmes subissent au domicile conjugal. Mais il est sûr que l'Etat capitaliste ne va pas offrir cette possibilité aux femmes.

Pour finir sur ce point, il y a un secteur des capitalistes qui disent : « Eh bien, reprenons le travail dans les usines et faisons appel aux femmes, pour qu'elles viennent travailler en usine ». Pourquoi cela ? Parce qu'il semble que, d'après les données statistiques, les femmes sont moins infectées par le virus que les hommes. La vérité, c'est que moins de femmes que d'hommes meurent, simplement parce qu'en Italie, les femmes – surtout les femmes d'un certain âge – ont souvent une vie sociale plus limitée que les hommes. Ici en Italie, les hommes ont une vie sociale importante, tandis que les femmes restent à la maison. Je crois que c'est cela, la raison principale (mais je n'ai pas de connaissances suffisantes à ce sujet quant aux spécificités du virus, les aspects biologiques, etc.). Enfin, il y en a qu'on entend dire : « les femmes n'ont qu'à venir travailler après la Semaine sainte. Qu'elles viennent à l'usine… On le voit bien, que les femmes meurent moins que les hommes !… ». Cela montre le machisme brutal de la bourgeoisie, dans le pays où siègent l'Eglise catholique et le Pape…

Propos recueillis par Emme Funk

Emma Funk, le 5 avril 2020